

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du Parti Socialiste Unifié

Supplément au N° 506 du 9 Septembre 1971

Prix : 1,50 F

**scandales
en série ?**

NOW

**logique
du système**

Des heures chaudes

Déclaration du Bureau national du P.S.U.

Le capitalisme connaît des heures chaudes. Sur le plan international ce que l'on prévoyait depuis longtemps arrive : le système monétaire s'effondre. Sur le plan national, la logique du profit dévoile ses véritables conséquences : hausse accélérée des prix et affairisme en tout genre.

Pris dans la tempête qu'il a contribué à déclencher, le gouvernement tente de se tirer d'affaire par une vaste entreprise de mystification. Elle consiste à essayer de faire croire que les mesures qu'il prend sont dictées par l'intérêt national — positions prises depuis le début de la crise monétaire — ou par des contraintes techniques — cas des hausses de tarifs publics.

Le P.S.U. déclare au contraire que les travailleurs ne peuvent pas trouver leur compte dans la politique menée par le pouvoir.

Les travailleurs n'entendent pas payer les pots cassés

Certes les travailleurs constatent avec satisfaction que la lutte des peuples contre l'impérialisme, en premier lieu celle du peuple vietnamien, lui cause des difficultés qu'il ne parvient plus à maîtriser. Pour autant les travailleurs n'entendent pas que le rétablissement de l'économie capitaliste américaine et mondiale s'effectue aux dépens de leur niveau de vie.

En effet, les Etats-Unis sont en train de perdre une guerre que soutenait leur empire militaro-industriel. Aujourd'hui, ils tentent par un diktat monétaire de donner une nouvelle impulsion à une économie aux abois. Face à cette attaque frontale de l'expansionnisme américain, les travailleurs de tous les pays se sentent menacés. Ils savent qu'ils seraient les premières victimes d'une éventuelle récession.

C'est pourquoi ils sont intéressés à la construction sur de tout autres bases d'un système monétaire international à l'abri des crises cycliques que nous connaissons aujourd'hui, car c'est du commerce des marchandises fabriquées par eux, du commerce de leur travail qu'il s'agit.

Au service des entreprises

Mais comment imaginer qu'un tel système puisse être mis en place dans le cadre du régime capitaliste ? Bien au contraire, dans ce régime, tout système monétaire n'est qu'un lubrifiant plus ou

moins bon — servant à aggraver l'exploitation internationale des travailleurs.

Comment ceux-ci pourraient-ils par ailleurs, faire confiance au gouvernement Pompidou pour défendre leurs intérêts dans cette affaire comme dans les autres ? Ce gouvernement est en place pour mener la politique souhaitée par la fraction la plus puissante du patronat. En l'occurrence et dans le cadre de la crise monétaire, le pouvoir cherche à conserver aux grandes entreprises une compétitivité suffisante pour qu'elles puissent accroître leurs exportations. Ainsi espère-t-il pendant un temps, permettre aux capitalistes français d'être en bonne position sur le marché international.

Il sera toujours temps ensuite de s'aligner sur la position allemande.

Pour tenir le plus longtemps possible sur cette position, le gouvernement cherche dans le même temps à relancer la politique dite « des revenus ». A travers elle, il voudrait obtenir un ralentissement très net des hausses de salaires, voire même leur blocage. Cette politique est fondée sur l'argumentation fautive, selon laquelle ce sont les hausses de salaires qui sont responsables des hausses de prix.

La vérité économique est que les hausses tiennent d'une part à la contagion de l'inflation internationale et d'autre part à la volonté des monopoles d'accroître leurs profits en augmentant les prix.

Services publics, à la pointe des hausses

Pour ce qui le concerne, le gouvernement donne l'exemple. Au mépris de toute idée de service public, et sous le prétexte de la « vérité des prix », il procède à des hausses en série de tous les prix des services publics.

La hausse des transports dans la région parisienne, alors que ceux-ci ne cessent de se détériorer et commencent à produire des effets dramatiques, n'est qu'un exemple parmi d'autres.

En vérité, l'accélération des hausses de prix met par terre toutes les hypothèses de base du VI^e Plan, dont les objectifs étaient déjà plus que critiquables.

C'est toute une politique qui dérape sans que le gouvernement puisse redresser la barre, empêtré qu'il est dans un tissu de contradictions inextricables.

Les merveilles de la nouvelle société remplissent décidément l'actualité.

La Garantie Foncière n'est pas un cas particulier

A commencer par la magistrale démonstration de nage libre en eau capitaliste donnée par les patrons de la « Garantie Foncière ».

Forts des appuis qu'ils avaient en haut lieu, et utilisant toutes les procédures que la loi permet en fait, même si elle les condamne au niveau des principes, les spéculateurs ont pu donner libre cours à leur imagination.

La règle du jeu habituelle est de prendre le travail des autres, de le transformer en argent et de mettre l'argent dans sa poche. Cela s'appelle exploitation et c'est encouragé par la loi. Dans le cas qui nous intéresse, la règle était plus expéditive : un des joueurs pouvait prendre directement l'argent dans la poche du voisin. Il a pu le faire impunément pendant longtemps. En fonction de quels appuis et avec la complicité de qui ? s'interroge l'opinion.

Ce n'est qu'un cas particulier, répond le gouvernement, qui cherche à circonscrire l'affaire et à limiter les dégâts. La vérité est que des affaires comme celle de la Garantie Foncière sont multiples. Elle sont dans la logique du système. Des élèves trop doués ont franchi les cadres fixés par leurs professeurs. Les professeurs n'en restent pas moins en place, et ne manqueront pas de former de nouveaux élèves tout aussi doués.

Face à cet ensemble de faits, tous révélateurs de la logique d'exploitation du système, quelles luttes allons-nous mener, quelle alternative politique allons-nous proposer pour transformer profondément les rapports sociaux dans ce pays ?

La "gauche raisonnable" s'agite

Une voie apparaît comme possible, si l'on en juge d'après la campagne de presse en cours, qui lui assure une publicité aussi large que rassurante.

C'est celle d'un jeu politique traditionnel dans lequel une opposition « raisonnable » prétendrait proposer au pays une meilleure gestion du système, sans s'attaquer résolument aux causes de l'exploitation qu'il engendre.

Le débat à l'Assemblée nationale opposant M. Chabans-Delmas et Mitterrand en est un exemple. Chacun sait depuis des années et le Premier ministre mieux que personne, que les pouvoirs effectifs de décision ne résident pas au Parlement. Pour faire fléchir le gouvernement sur les transports, comme sur l'ensemble des situations qui accentuent au sein de l'entreprise, ou à l'extérieur, le surmenage, la dégradation des rapports humains, l'extorsion du profit, partout où cela s'avère possible, il n'y a qu'une seule voie : la lutte des travailleurs et des usagers eux-mêmes qui en s'organisant commenceront à imposer leur volonté.

On veut nous faire croire — gouvernement et opposition de la « gauche raisonnable » réunis — qu'un débat académique, coupé des luttes réelles, réussira à faire la lumière, et permettra de faire un pas en avant.

Mieux, on nous suggère de laisser agir les spécialistes du jeu politique parlementaire, qui savent veiller sur nos intérêts, et en traduire les conflits de manière expérimentée et « responsable ».

C'est cette mécanique que nous refusons.

La bataille centrale

S'il existe un mouvement révolutionnaire en France ce n'est pas par volonté d'agitation pour elle-même, de violence irresponsable ou par effet d'immaturité politique.

C'est au contraire parce qu'un nombre croissant d'hommes et de femmes ont expérimenté l'échec des luttes qu'ils ne prenaient pas eux-mêmes en main, qu'ils refusent de voir réduire leur lutte à des combinaisons de type parlementaire ou électoral.

Il ne s'agit pas ici d'ignorer ou de mépriser toutes les tribunes légales qui peuvent être utilisées par les forcés qui se réclament du socialisme. Le Parlement peut être une caisse de résonance non négligeable.

Mais il est impensable de réduire la bataille politique et sociale à ce seul cadre et surtout de le privilégier.

La bataille centrale se déroule sur d'autres terrains. Dans les entreprises, les campagnes, les écoles, un combat anticapitaliste conséquent se déroule. Les militants révolutionnaires seront heureux de retrouver tous ceux qui mèneront un combat conséquent sur ces terrains de lutte, quelle que soit leur appartenance.

A l'inverse, les mêmes militants révolutionnaires refusent la canalisation des luttes en cours, dans le cadre de débats parlementaires, conduisant plus tard à la préparation d'alliances électorales, aussi vagues que fluctuantes.

Le combat des travailleurs

Cela ne veut pas dire que le P.S.U. a la prétention à lui seul de mener les luttes nécessaires. Le travail en commun avec d'autres organisations révolutionnaires, s'il peut contribuer à donner au mouvement révolutionnaire une responsabilité à la hauteur de ses tâches, ne suffit pas non plus.

C'est l'ensemble des travailleurs et des usagers qui doit mener ce combat.

● Combat dans l'entreprise pour déjouer les plans gouvernementaux concernant la politique des revenus qui tend à imposer un blocage des salaires.

● Combat contre l'organisation du travail, les cadences, l'absence d'hygiène, qui doit permettre aux travailleurs d'exprimer leur volonté collective et d'affirmer leur pouvoir, face au patronat.

● Combat enfin contre l'ensemble des mesures de rationalisation capitaliste qui touchent de plus en plus notre vie quotidienne.

Cela veut dire par exemple, refuser avec les comités d'usagers la hausse des tarifs de transports en commun, mais aussi se battre contre l'ensemble de la politique qui transforme des villes en dortoirs et fonde sa politique immobilière sur la spéculation foncière, le gouvernement ne pouvant poursuivre cette politique que dans la mesure où les travailleurs sont faiblement organisés dans ces secteurs.

Le temps est venu pour les travailleurs d'entreprendre dans l'unité la lutte pour de nouveaux objectifs, et de nouvelles formes de combat. Ils doivent les imposer à l'ensemble des organisations politiques qui se réclament du socialisme, plutôt que de laisser réduire la portée de leurs initiatives à de dérisoires polémiques de tribune.

C'est à l'intérieur de ce mouvement que les militants du P.S.U. se situent et se battent, à l'occasion de cette rentrée, qui doit marquer la relance des luttes anticapitalistes.

TRAVAILLEURS

**organisons
la lutte !**

Contre :

- La hausse des prix
- Les scandales immobiliers
- La répression patronale et policière

Pour :

- Le contrôle ouvrier
 - L'amélioration du cadre de vie
-

P.S.U. 9 rue Borromée Paris-15^e